

# LES MAQUILADORAS SONT-ELLES TOUJOURS LE MOTEUR DE LA CROISSANCE AU MEXIQUE ?

Mathieu Arès

Novembre 2002

Malgré le ralentissement que connaît le Mexique depuis le début de 2001, tant le Fonds monétaire international (FMI) que les principales agences de cotation et la communauté d'affaires internationale<sup>1</sup> s'accordent sur le fait qu'à l'échelle internationale, le Mexique demeure toujours un endroit privilégié pour l'investissement. Ils s'entendent également sur le fait que la saine gestion des comptes publics, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) et la baisse continue du taux d'inflation et des taux d'intérêt devraient permettre une forte reprise des exportations et de l'investissement direct étranger (IDE), base de la croissance au Mexique depuis le début des années 1990. Selon ces sources, le ralentissement économique en cours serait conjoncturel et dû, pour l'essentiel, aux difficultés économiques des États-Unis<sup>2</sup>. Dans son discours au Congrès le 1er septembre dernier, pour la présentation de son Second rapport de gouvernement (2do. Informe de Gobierno), le Président

Vicente Fox a fait sienne cette analyse; les difficultés économiques actuelles seraient conjoncturelles et d'origine externe et le pays devrait renouer rapidement avec la croissance.

Il est vrai que les données macro-économiques mexicaines sont encourageantes, avec des flux d'IDE qui, malgré une forte baisse annuelle, devraient tout de même atteindre près de 12 milliards de dollars cette année, un taux d'inflation qui se situe désormais à près de 5 pour cent, un retour à la croissance économique qui devrait être de l'ordre de 1,7 % cette année après une contraction économique de près de 0,3% l'an passé, et un peso fort (trop selon certains) qui s'échange à près de 10 pesos par dollar. Mais ce début de reprise de l'économie mexicaine masque le fait que, durant la dernière récession, le pays a perdu plus de 457 000 emplois dont plus de la moitié<sup>3</sup> dans le secteur stratégique de l'industrie d'exportation de type maquiladora, le fer de lance de l'économie mexicaine depuis l'ouverture économique entreprise par le Président Carlos Salinas de Gortari (1989-1994) et poursuivie depuis par ses successeurs. Ce constat est d'autant plus troublant que l'industrie maquila ne montre jusqu'à maintenant aucun dynamisme particulier, ce qui apporte un important bémol au scénario d'une reprise rapide de l'activité économique. Il convient dans ce contexte de mieux comprendre le rôle du secteur maquila dans l'ensemble de la politique économique et de s'interroger sur les limites de ce modèle pour assurer la stabilité économique du Mexique.

<sup>1</sup> Si l'on en croit le sondage annuel de la société conseil A. T. Kearney auprès des dirigeants des 1000 plus grandes entreprises multinationales. (A.T. Kearney, *FDI Confidence Index 2002* [[www.atkearney.com/pdf/eng/FDI\\_Confidences/Spet2002\\_S.pdf](http://www.atkearney.com/pdf/eng/FDI_Confidences/Spet2002_S.pdf)].)

<sup>2</sup> Ces difficultés seraient, de leur côté, tributaires de quatre choses : 1) un essoufflement de la consommation et de l'investissement après une décennie de croissance exceptionnelle ; 2) l'attitude de «va-t-en guerre» qui prévaut à Washington depuis les attaques terroristes du 11 septembre 2001; 3) l'effondrement des indices boursiers qui ont fait perdre des milliards de dollars aux citoyens américains et rend particulièrement difficiles les financements des sociétés (en particulier de celles qui oeuvrent dans le secteur des nouvelles technologies) ; et, 4) les scandales financiers qui entourent les méga-faillites de sociétés consacrées champions-nationaux encore récemment comme Enron et autre WorldCom. Tout ceci ayant des répercussions négatives sur l'environnement économique américain voire mondial.

<sup>3</sup> Environ 262 000 emplois selon INEGI, l'institut mexicain des statistiques.



## Panorama de l'industrie maquila

En 1964, le gouvernement mexicain adoptait un régime réglementaire qui autorisait l'exemption de droit tarifaire sur les intrants et les extrants, à condition que les produits finaux soient réexportés. La stratégie visait principalement à créer des emplois le long de la frontière avec les États-Unis, à favoriser le transfert technologique et à atténuer un tant soit peu le déficit chronique de la balance commerciale. Par la suite, ce régime fut progressivement étendu à d'autres régions du pays, avec le résultat qu'aujourd'hui, et bien que la région frontalière concentre encore près de 63 % des maquiladoras, on retrouve d'importantes concentrations de ce type d'industrie dans la péninsule du Yucatan, autour de Mexico et dans les principales villes du Bajío (le Centre-Nord du pays. ).

Cependant, il a fallu attendre la crise de la dette au début des années 1980 pour que l'industrie maquila s'impose au sein du modèle économique mexicain. À l'époque, cette industrie s'est présentée comme le seul secteur économique capable d'assurer l'entrée constante des devises nécessaires au service de la dette - que ce soit à travers le développement de ses exportations ou par l'attrait pour l'IDE que constituent ses faibles coûts de production - et d'assurer grâce à l'IDE le financement de l'expansion industrielle et de l'emploi dans un contexte de finances publiques serrées et d'un taux d'épargne national faible voire négatif. Mais, il ne faudrait pas en déduire que les filiales mexicaines d'entreprises étrangères (habituellement américaines) forment l'ensemble des entreprises du secteur : près de 40 % d'entre elles appartiennent à des intérêts nationaux et agissent souvent comme sous-traitantes pour des entreprises étrangères.

La majorité des firmes du secteur sont dites de première génération, c'est-à-dire à forte intensité de main d'œuvre et à faible contenu technologique et dont le processus productif implique d'importantes manipulations. Toutefois, on compte de plus en plus de maquiladoras de seconde, voire de troisième génération, qui oeuvrent dans des domaines technologiquement plus complexes comme l'automobile et l'électronique. Ces dernières sont plus intéressantes d'un point de vue économique : non seulement du fait qu'elles favorisent l'accès à une meilleure technologie mais également parce que la valeur ajoutée y est plus importante. La répartition de l'emploi maquila par sous-secteur d'activité permet jusqu'à un certain point de rendre compte du phénomène. L'emploi est concentré dans le matériel électronique, les équipements de transport, la confection et le vêtement ainsi que, dans une moindre mesure, dans les produits électriques. Ces domaines assurent respectivement 26,1 %, 18,4 %, 21,9 % et 8,1 % de l'emploi maquila (voir tableau 1).

L'ALENA et la crise du peso vont par la suite confirmer le nouveau statut du secteur maquila dans le modèle économique mexicain (tableaux 2 et 3). Entre 1994 et le début de la présente récession en 2001, l'industrie maquila a connu un taux de croissance annuel moyen d'environ 22,1 % comparativement à une croissance moyenne d'environ 3,5 % pour l'ensemble de l'économie durant cette même période. Qui plus est, durant cette période l'industrie maquila a été responsable d'environ 43

% de l'ensemble des exportations mexicaines (en comparaison, les exportations du secteur ne représentaient que 14,0 % des exportations en 1980) et, comme l'illustre le tableau 2, la contribution du secteur aux exportations totales ne cesse d'augmenter, atteignant près de 48,5 % de l'ensemble depuis deux ans<sup>4</sup>. Comme l'indique aussi le tableau 2, l'industrie maquiladora assure un rôle prépondérant sur le plan des approvisionnements internationaux, étant depuis 1995 responsable du tiers des importations du pays. Sachant que les biens intermédiaires et d'équipement composent près de 90 % de l'ensemble des importations du pays, l'industrie maquila contribue ainsi fortement à son processus de modernisation industrielle.

Le nombre d'établissement et le niveau d'emploi sont de bons indicateurs du dynamisme de l'industrie durant les années 1990, mais également des difficultés présentes. Comme le montre le tableau 3, entre 1991 et 2000, le nombre d'établissement de type maquiladora est passé de 2013 à 3703, pour régresser par la suite et s'établir à 3230 en mars 2002. Par ailleurs, durant les années 1990, ce secteur a créé près de 820 000 emplois. Mais depuis le sommet de 2000 (soit 1,31 million d'emplois ou le quart de l'emploi industriel mexicain), l'heure est aux licenciements et à la rationalisation des effectifs, le secteur ayant perdu près de 247 000 emplois, soit environ 30 % de ses effectifs, pour se situer en mars dernier à 1,06 millions d'emplois (tableau 3). Le tableau 4 permet de bien illustrer les difficultés présentes de l'industrie. Après avoir progresser jusqu'au troisième trimestre 2000, l'emploi maquila a fortement régressé sur l'ensemble de l'année 2001. Depuis janvier 2002 on assiste à une stabilisation, voire peut-être à une reprise, si l'on considère les statistiques de juillet dernier.

Le tableau 4 montre que l'ensemble des sous-secteurs a été touché à divers degrés par le recul de l'emploi, à l'exception du domaine des équipements non électroniques où l'emploi a progressé. Les sous-secteurs du textile, de la chaussure et du cuir, des appareils électriques et électroniques, du matériel électronique, du jouet et des services ont particulièrement souffert, ayant tous enregistré un recul de 25 % ou plus de leurs effectifs entre le sommet d'octobre 2000 et le creux d'avril 2002. Les domaines du matériel électronique et du textile, avec des reculs de 124 729 emplois et de 62 264 emplois respectivement, ont été responsables de près de 70 % de l'ensemble des pertes de l'industrie maquiladora durant cette période. Les données statistiques ne permettent toutefois pas d'établir s'il s'agit de fermeture définitive dans la mesure où le recul peut être dû aussi bien à des regroupements qu'à des suspensions temporaires d'activité. Mais, il demeure que le secteur a supprimé un nombre appréciable d'emploi.

Parmi les hypothèses évoquées pour expliquer les difficultés actuelles du secteur, notons en particulier : 1) le ralentissement aux États-Unis et son impact direct sur le secteur maquiladora ; 2) une politique monétaire restrictive

---

<sup>4</sup> Toutefois, la progression en pourcentage de la contribution du secteur maquiladora masque le fait que les exportations du secteur en 2001 ont connu un important recul de plus de 9 % par rapport à l'année précédente et témoigne plutôt en cela d'une dégradation générale des livraisons internationales mexicaines.

qui favorise un peso fort et ; 3) une forte augmentation des coûts salariaux dans le secteur maquiladora (le taux moyen de rémunération ayant connu un bond de près de 8,5 % en terme réel en 2002 par rapport à l'année antérieure)<sup>5</sup>.

Dans les domaines du matériel et des équipements électroniques deux autres facteurs sont parfois évoqués pour expliquer le recul. D'une part, parce que la quasi-totalité des composantes électroniques est encore importée d'Asie, on souligne l'incapacité d'un nombre important de firmes, notamment de firmes asiatiques et japonaises, de rencontrer les règles d'origine de l'ALENA qui s'appliquent depuis 2001, ce qui les oblige à assumer les protections tarifaires des États-Unis et du Canada sur les produits hors zone. D'autre part, à l'instar de tous les fournisseurs à l'échelle internationale, les maquiladoras mexicaines du domaine seraient directement fragilisées par l'effondrement du secteur de la nouvelle économie.

Malgré des signes encourageants et un discours officiels rassurant, on ne peut encore conclure que les difficultés du secteur soient terminées. Les annonces de fermetures ne sont peut-être pas chose du passé : en mars 2002, un sondage de l'Association des maquiladoras japonaises révélait qu'environ 40 % des 71 firmes sondées considéraient éliminer leurs opérations mexicaines ou déménager leurs usines ailleurs<sup>6</sup>.

## Les deux défis des maquiladoras

- La dépendance externe

L'industrie maquila est l'exemple parfait de la dépendance grandissante du Mexique envers son imposant voisin étatsunien sur le plan de la croissance économique. Cette dépendance a deux aspects principaux. Premièrement, pour croître, l'industrie maquiladora dépend d'une entrée continue d'investissements étrangers. Ceux-ci, en raison de la proximité géographique et du cadre commercial offert (par le régime maquiladora et depuis 1994 par l'ALENA) est le plus souvent d'origine américaine, près de 60 % de l'ensemble des investissements étrangers provenant des États-Unis. En comparaison, et bien qu'ils soient en augmentation, les investissements japonais (2e), espagnols (3e), français (4e) et canadiens (5e) ne représentent respectivement que 10 %, 7,5 %, 7 % et 5,5 % de l'investissement étranger au Mexique<sup>7</sup>. Deuxièmement, l'industrie maquiladora, dans la mesure où le marché national n'absorbe qu'une fraction de sa production, dépend pour ses débouchés des consommateurs étatsuniens et pour son développement des décisions d'investissement des grands groupes américains. Ce constat s'applique également aux filiales d'autres nationalités : sauf exception, ces dernières ne sont pas implantées au Mexique pour

alimenter leurs marchés d'origine, ni pour écouler leurs stocks sur le marché intérieur mexicain, mais bien pour profiter des faibles coûts de production, rencontrer les règles d'origine élevées de l'ALENA, et de là, desservir les marchés des États-Unis et du Canada. Dans ce contexte, il ne faut pas se surprendre du fait que les partenaires de l'ALENA absorbent maintenant près de 90 % des exportations mexicaines, les États-Unis absorbant à eux-seuls près de 85 % de l'ensemble. En ce sens, tant du côté de l'apport de capitaux que de celui des débouchés, l'industrie maquiladora est de plus en plus tributaire des conditions économiques prévalant aux États-Unis. Phénomène nouveau d'ailleurs, par l'entremise du secteur maquiladora, les cycles économiques mexicains sont désormais intimement liés aux cycles économiques américains.

On peut objecter qu'entretenir des relations économiques étroites avec la principale économie mondiale représente une situation que beaucoup de pays envieraient. Mais comme la situation actuelle le démontre bien, le niveau de dépendance dans le cas du Mexique représente un risque important sur le plan de sa stabilité économique : tandis que la morosité économique s'est installée aux États-Unis, l'économie mexicaine s'est quant à elle arrêtée. Contrairement à ce qui se produit présentement au Canada, l'autre partenaire de l'ALENA, l'économie nationale mexicaine n'arrive pas à prendre le relais du secteur exportateur.

Conscient du problème, et pour des raisons de politiques intérieures, les administrations Zedillo et Fox ont entrepris de diversifier les partenaires économiques du Mexique par le biais de la négociation et la ratification d'une série d'accords de libre-échange, notamment avec l'Europe et certains pays d'Asie et du Grand bassin des Caraïbes. Toutefois, non seulement les retombées économiques de ces divers accords tardent encore à se matérialiser clairement, mais la stratégie de diversification peut représenter un important risque pour l'industrie maquiladora et ce, particulièrement si la zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) voit le jour. Dans ce dossier, les professions de foi mexicaines en faveur de la ZLEA sonnent tout simplement faux : en accordant un accès similaire au marché des États-Unis à des pays latino-américains où les coûts de production sont encore plus bas qu'au Mexique, cet accord ferait perdre au Mexique les deux principaux avantages qui ont permis l'essor du secteur maquiladora durant la dernière décennie, l'accès privilégié aux marchés nord-américains et les plus bas coûts salariaux à l'intérieur de la zone ALENA. Toutefois, il ne faut pas attendre la ratification de la ZLEA pour que la concurrence sur le coût de production se fasse sentir sur l'industrie maquiladora. Déjà, la fermeture et le transfert en Asie, notamment en Chine, des quelques usines d'assemblages d'entreprises phares comme Sanyo Electric, Saft, Aldila, Kisho Electronics ou Canon ont été très fortement ressenties au sein de l'industrie<sup>8</sup>.

<sup>5</sup> Shields, David, «Government Indifferent as Assembly Jobs Flee Mexico» in *The News (Mexico)*, 11 mars 2002, p. 1. [[www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/03011flee.htm](http://www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/03011flee.htm)].

<sup>6</sup> Smith, Geri «Race to the Bottom, Second Leg : The Decline of the Maquiladora» in *Transnationale*, 29 avril 2002, [[www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/0429race.htm](http://www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/0429race.htm)].

<sup>7</sup> Poder Ejecutivo Federal, *Sexto Informe de gobierno anexo*, Mexico, D.F., septembre 2000.

<sup>8</sup> Smith, Geri «Race to the Bottom, Second Leg : The Decline of the Maquiladora» in *Transnationale*, 29 avril 2002, [[www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/0429race.htm](http://www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/0429race.htm)].

- La répartition des revenus

L'autre grande faiblesse structurelle que présente l'industrie maquiladora a trait à la répartition des revenus. Il ne s'agit pas de faire ici une dénonciation en règle des conditions de travail prévalant au sein de l'industrie maquiladora. Il est vrai que, par comparaison avec les conditions nord-américaines de travail, les salaires, les longues heures, la faiblesse des protections syndicales et l'application des normes du travail qui prévalent dans l'industrie laissent à désirer et méritent d'être dénoncées. Mais, dans le contexte mexicain, les salaires versés dans l'industrie maquiladora font envie. Le salaire maquila moyen en 2000 s'élevait ainsi à environ 3,52\$É.-U./l'heure avantages inclus tandis que le salaire industriel moyen la même année atteignait environ 1,80\$É.-U./l'heure à l'échelle nationale<sup>9</sup>. En fait, les salaires dans les villes frontalières avec les États-Unis étaient de 20 % supérieurs aux salaires versés dans les autres régions des États frontaliers, de 27 % supérieurs à ceux des régions centrales et de la capitale et de 58% supérieurs à ceux prévalant dans les États du Sud du pays<sup>10</sup>.

Nous aimerions faire ressortir trois éléments. Premièrement, il s'agit de mettre en relief la création d'emploi maquiladora en relation au marché du travail mexicain. La création de 800 000 emplois de type maquiladora durant la dernière décennie est sans conteste un véritable exploit. Toutefois, bien qu'importants en nombre, ces emplois ont à peine amélioré le marché de l'emploi depuis dix ans. Pour s'en convaincre, il faut se rappeler que chaque année près d'un million de personnes entrent sur le marché du travail. Dans ce contexte, l'industrie maquiladora aurait-elle pu faire encore mieux ? Peut-être mais, l'industrie ayant déjà connu une très forte expansion avant l'essoufflement présent, elle n'aurait pas pu faire beaucoup mieux. L'emploi maquiladora est certainement une composante importante de la lutte contre le chômage et le sous-emploi, mais il ne peut certainement pas à lui seul absorber les flux annuels des nouveaux entrants sur le marché du travail. Il faut que le Mexique trouve d'autres bases pour assurer la croissance économique, d'autres bases moins tributaires de la conjoncture économique externe.

Deuxièmement, comme le montre l'exemple déjà cité de l'électronique, l'industrie opère largement en vase clos. Sauf exception, elle importe toujours la plus grande partie des composantes nécessaires et n'a pas su, comme on l'espérait, créer un ensemble de fournisseurs locaux. L'essentiel des effets d'entraînement se fait surtout sur le plan salarial et au niveau de la demande d'énergie, des infrastructures de transport et de l'urbanisme, trois secteurs qui, au Mexique, sont du ressort de l'État. En fait, le développement accéléré du secteur maquiladora durant la dernière décennie a créé d'importantes pressions sur la fourniture de biens publics, en particulier le long de la frontière américaine. Ces pressions sont d'autant plus ressenties que les investissements publics ne sont guère arrivés à suivre l'expansion de l'industrie et les besoins des

travailleurs (qui, la plupart du temps, sont passés au second plan), tandis que l'industrie maquiladora a peu contribué au financement des services publics, ce qui évidemment n'a rien fait pour corriger l'image de resquilleur qui accompagne le secteur maquiladora.

Enfin, on ne peut passer sous silence le fait que le secteur maquila ne représente de réelles possibilités que dans les régions du nord et du centre du pays. Hormis la péninsule du Yucatan, les maquiladoras boudent le sud du pays, trop éloigné des marchés nord-américains et dont les infrastructures restent encore sous-développées.

## Options pour l'avenir

Par les emplois et les devises qu'elle génère, l'industrie maquiladora est là pour demeurer. Le recours, presque unique, au secteur de la réexportation comme base de la croissance se justifiait sans doute dans le contexte de la crise de la dette et de l'ouverture économique qui l'a suivie. Toutefois, trop lié aux cycles économiques des États-Unis et directement en concurrence avec les autres pays en développement au niveau des coûts de production, notamment salariaux, le secteur maquiladora est lui-même devenu source d'instabilité économique.

Pour atténuer sa dépendance envers les États-Unis, le Mexique doit redoubler d'efforts pour mieux diversifier ses débouchés et la provenance des investissements. Toutefois, comme cette voie a été jusqu'à maintenant relativement décevante, le pays doit surtout tendre vers un meilleur équilibre sectoriel et rechercher un plus grand rôle de l'économie interne, que ce soit sur le plan de la création d'emploi ou de l'investissement. Sans revenir à un État dirigiste omnipotent comme au temps du boum pétrolier, l'État mexicain pourrait faire beaucoup plus que maintenant sur le plan de la création d'entreprises et de l'investissement.

Sur le plan sectoriel, deux stratégies peuvent être poursuivies pour redynamiser l'industrie maquiladora. D'un côté, comme le réclame ouvertement le Consejo nacional de la industria maquiladora de exportación (CNIME) qui représente l'industrie<sup>11</sup>, on peut accorder de nouveaux avantages légaux et fiscaux pour attirer ou maintenir les usines d'assemblage sur le territoire national et contrebalancer ainsi la force du peso et les avantages et les coûts de production plus bas offerts ailleurs de part le monde. Cette première option est non seulement coûteuse pour les autorités gouvernementales mais est, peut être, vaine. Elle ne réglerait certainement pas le problème des règles d'origine édictées par l'ALENA, qui fait fuir les entreprises asiatiques de l'électronique. Pour l'instant les demandes de l'industrie sont restées lettre morte, l'administration préférant sans doute attendre que les effets d'entraînement d'une future reprise américaine relancent le secteur.

D'un autre côté, à l'instar d'un pays comme la Corée, le Mexique peut tenter d'augmenter le contenu technologique des secteurs de production et se spécialiser dans des secteurs à plus forte valeur ajoutée et délaissés

---

<sup>9</sup> Hanson, Gordon H. (2002) *The Role of Maquiladoras in Mexico's Export Boom*, juillet, p.4.

<sup>10</sup> *Idem*.

---

<sup>11</sup> Voir par exemple, CNIME *Fiscal frame and the Maquiladora industry*, 28 août 2002, [[www.cnime.mx.org](http://www.cnime.mx.org)].

ainsi les secteurs de la simple manutention. Il semble que ce soit cette dernière avenue que l'administration Fox envisage de poursuivre. Interrogé sur l'avenir du secteur maquiladora, le Président Fox devait affirmer en mars dernier que : «le Mexique doit offrir des produits découlant de sa propre recherche et développement de manière à être compétitif»<sup>12</sup>. Toutefois, l'option est plus facile à dire qu'à faire dans un pays ne produisant peu ou pas de technologie et dont seulement le quart de la population a terminé une douzième année. Il demeure que c'est sans doute là que se jouera l'avenir de l'industrie maquila et, d'une manière générale, la sécurité économique du Mexique à long terme.

### Sites recommandés

- Cámara Nacional de Industria Maquiladora de Exportación [[www.cnime.org.mx](http://www.cnime.org.mx)].
- Lanic [[www.lanic.utexas.edu/la//mexico/usmex](http://www.lanic.utexas.edu/la//mexico/usmex)].
- Mexique, Secretaría de Economía (anciennement Secretaría de Comercio y Financiamiento Industrial, SECOFI) [[www.economia.gob.mx](http://www.economia.gob.mx)].
- United States- Mexico Chamber of Commerce [[www.usmccoc.org/index2.html](http://www.usmccoc.org/index2.html)].

---

<sup>12</sup> Shields, David, «Government Indifferent as Assembly Jobs Flee Mexico» in *The News (Mexico)*, 11 mars 2002, [[www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/03011flee.htm](http://www.globalpolicy.org/nations/sovereign/statehood/exportz/2002/03011flee.htm)].

Tableau 1 : **Maquiladoras : Distribution de l'emploi par secteur (2000)**

<b>Secteur</b>	<b>%</b>
Matériel électronique & accessoires	26,1
Équipements de transport (automobile)	18,4
Confection & vêtement	21,9
Machinerie électrique	8,11
Autres produits manufacturiers	11,1
Services	3,8
Meuble	4,7
Jouets & équipements de sport	1,1
Chaussure & cuir	0,7
Transformation des aliments	0,8
Équipements non électriques	1
Produits chimiques	2,1

Source : Hanson, Gordon H. (2002) *The Role of Maquiladoras in Mexico's Export Boom*, juillet, tableau 4.

Tableau 2 : **Maquiladora : Part du commerce international mexicain  
1991-2002, millions \$ÉU et pourcentage**

	<b>Exportations</b>		<b>Importations</b>	
	<b>Millions \$</b>	<b>% du total</b>	<b>Millions \$</b>	<b>% du total</b>
<b>1991</b>	15833	37,1	11782	23,6
<b>1992</b>	18680	40,4	13937	22,4
<b>1993</b>	21853	42,1	16443	25,2
<b>1994</b>	26269	43,1	20466	25,8
<b>1995</b>	31103	39,1	26179	36,1
<b>1996</b>	36920	38,5	30505	34,1
<b>1997</b>	45166	40,9	36332	33,1
<b>1998</b>	53083	45,2	42557	33,9
<b>1999</b>	63854	46,8	50409	35,5
<b>2000</b>	79467	47,7	61709	35,4
<b>2001</b>	76881	48,5	57599	34,2
<b>2002 (juil.)</b>	44715	48,5	33918	35,4

Source : *Mexique, Anexo del Segundo Informe de Gobierno 2002*, pp.274, 276 et 299.

Tableau 3 : Maquiladoras : Quelques indicateurs économiques (1991-2002)

	PIB	Maquiladoras		
	Croissance réelle %	Croissance réelle %	Établissements	Emplois
1991	4,2	5,27	2013	486 146
1992	3,6	15,01	2129	510 035
1993	2	12,23	2142	546 588
1994	4,4	28,2	2064	600 585
1995	(-6,2)	22,85	2267	681 251
1996	5,2	23,72	2553	803 060
1997	6,8	18,01	2867	938 438
1998	5	20,8	3130	1 038 783
1999	3,6	19,01	3436	1 196 678
2000	6,6	14,9	3703	1 307 982
2001	(-0,3)	(-9,20)	3450	1 081 526
2002 (mars)	n.d.	n.d.	3230	1 060 173

Sources : Mexique (2002), *Anexo del Segundo Informe de Gobierno 2002*, pp.274, 276 et 299.; CNIME (2002) *Panorama of the Maquiladora Industry*, page d'accueil.

Tableau 4 : L'emploi maquiladora (de janvier 2000 à juillet 2002)

SECTEUR	janv.00	avril.00	juillet.00	oct.00	janv.01	avril.01	juillet.01	oct.01	janv.02	avril.02	juillet.02
Aliments	11 223	9 965	8 885	9 910	9 567	9 178	8 715	9 589	9 873	9 681	9 037
Textile	265 564	276 622	293 705	289 401	288 187	286 334	274 698	245 825	230 191	227 137	238 232
Chaussure & Cuir	8 264	8 399	9 284	8 971	8 795	7 838	7 769	7 509	6 836	6 956	7 618
Méuble	59 778	59 870	60 317	63 308	63 622	63 762	60 048	56 846	52 339	56 362	54 614
Prod. chimiques	26 176	26 843	26 853	26 707	25 907	25 442	24 129	22 606	21 939	23 872	24 419
Équip. de transport	219 300	223 322	238 781	248 488	242 196	232 399	221 634	218 289	224 064	230 591	231 224
Équip. non électroniques	12 859	13 200	13 786	13 857	14 186	14 926	15 883	15 923	17 245	16 543	17 185
App. électriques et électroniques	98 221	101 392	104 477	110 386	101 706	96 520	90 151	90 336	85 097	89 655	90 946
Matériel électronique	310 236	319 938	338 501	355 356	346 397	323 637	283 387	272 768	248 991	230 627	233 114
Jouets	15 287	15 142	14 930	15 167	13 523	13 552	14 231	11 612	10 391	10 401	10 263
Autres prod. Manufacturiers	140 935	139 310	145 102	147 169	146 573	144 315	144 137	136 428	128 404	131 060	134 561
Services	46 698	49 114	50 282	50 250	49 512	46 480	42 743	38 389	36 340	37 135	37 459
<b>TOTAL</b>	<b>1 214 541</b>	<b>1 243 117</b>	<b>1 304 903</b>	<b>1 338 970</b>	<b>1 310 171</b>	<b>1 264 383</b>	<b>1 187 525</b>	<b>1 126 120</b>	<b>1 071 710</b>	<b>1 070 020</b>	<b>1 088 672</b>

source : Banque du Mexique [[www.banxico.org.mx/elinfofinanciera/reportes/cuadernos/ext/oct/ext.13.pdf](http://www.banxico.org.mx/elinfofinanciera/reportes/cuadernos/ext/oct/ext.13.pdf)].